

# *Déclaration*

---

95/58

SOUS RÉSERVE DE MODIFICATIONS

NOTES POUR UNE ALLOCUTION  
DE  
L'HONORABLE ANDRÉ OUELLET,  
MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES,  
À L'OCCASION DE  
L'INAUGURATION DE LA PLACE DE LA FAO

QUÉBEC (Québec)  
Le 10 octobre 1995



Gouvernement  
du Canada

Government  
of Canada

Canada

Monsieur le Maire,  
Monsieur le Premier ministre,  
Monsieur le Directeur général de la FAO,  
Monsieur Pearson,  
Madame Lapointe,  
Chers collègues,  
Mesdames et Messieurs,

Je suis à la fois heureux et honoré d'être parmi vous aujourd'hui afin de participer à l'inauguration de la place de la FAO [Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture] à Québec, ainsi qu'au dévoilement de la plaque en l'honneur d'un des plus grands diplomates et premiers ministres du Canada, le très honorable Lester B. Pearson.

Monsieur le maire, je pense que nous pouvons profiter de cette occasion pour souligner le rôle important que Québec a joué dans l'histoire contemporaine du Canada et du monde.

En effet, Québec est non seulement le berceau de la FAO, elle a, entre autres, accueilli les chefs alliés à deux reprises durant la Seconde Guerre mondiale, leur permettant ainsi de coordonner leurs efforts en vue de la libération de l'Europe et de reconnaître le rôle important du Canada au sein de l'Alliance.

Le 16 octobre 1945, 42 pays se réunirent dans cette ville sous la présidence de Lester B. Pearson, alors ambassadeur du Canada auprès des États-Unis, pour signer la Constitution et participer à la première Conférence de la nouvelle Organisation pour l'alimentation et l'agriculture. Compte tenu du rôle important que notre pays allait jouer dans l'édification du système onusien, il est approprié que le nom de Québec soit associé à la création d'une agence spécialisée de l'ONU.

La participation du Canada à la création de la FAO ne commence pas avec la Conférence de Québec en 1945. En effet, c'est en 1943 que M. Pearson accepte l'invitation du président Franklin Roosevelt de présider la Commission chargée de mettre sur pied la FAO.

En 1945, le monde venait de connaître le plus grand conflit de l'histoire de l'humanité. Les nations du monde étaient confrontées à la famine, à la destruction massive de réserves alimentaires, à l'inflation, aux pénuries, à la destruction de terres arables, bref aux ravages d'une guerre terrible.

Aujourd'hui, forte de ses 171 membres, la FAO est un forum international sans pareil. Ouvrant non seulement dans le domaine de l'assistance technique, elle est aussi engagée dans diverses activités visant le développement agricole, l'amélioration nutritionnelle des populations et la sécurité alimentaire mondiale.

Depuis sa création, le 16 octobre 1945, des progrès remarquables ont été réalisés à ce chapitre. Cependant, nous sommes conscients que bien des choses restent à faire et que les défis à relever demeurent nombreux. L'actualité quotidienne nous rappelle que la faim et la malnutrition dans le monde n'ont pas disparu. Nous savons aussi qu'aucun pays, ou groupe de pays, ne saura tout seul remédier à ces graves problèmes.

Plus que jamais, notre monde a besoin d'institutions multilatérales fortes et crédibles, capables de remplir les espoirs, si hauts et pourtant si simples, de l'humanité. Monsieur le Directeur général de la FAO, vous pouvez être assuré de la volonté du Canada d'aider la FAO, comme les autres composantes du système onusien, à relever les défis auxquels elle est confrontée.

Nous pouvons être fiers, en tant que Canadiens, de la contribution unique de notre pays à l'édification du système onusien. L'ONU a été, et continuera d'être, la pierre angulaire de la politique étrangère du Canada. Nous l'appuyons car elle représente les valeurs qui nous sont chères : valeurs de rassemblement, de partage, de coopération, de paix et de justice.

Bien sûr nous sommes aussi conscients de ses faiblesses et de ses lacunes. Mais nous nous employons à y remédier. Si la communauté internationale répond favorablement à nos appels pour une réforme de l'ONU, c'est parce qu'elle voit le Canada comme un de ses plus fidèles serviteurs, un de ses plus fervents défenseurs. Notre voix est respectée et continuera à l'être, car notre participation à toutes les missions de paix de l'ONU nous vaut le respect de la communauté internationale. D'ailleurs, nous ne pouvons pas oublier que le concept des opérations de maintien de la paix est dû à la vision de l'homme que nous honorons aujourd'hui, Lester B. Pearson.

Alors que rien dans la Charte des Nations Unies ne traite de cette question, Pearson propose à l'ONU d'entreprendre de telles opérations pour la première fois en 1956 lors de la crise de Suez, ce qui lui mérite le Prix Nobel de la paix.

Nous savons aussi que le seul moyen de relever avec succès les défis auxquels est confrontée cette terre, comme ceux de l'alimentation et de la protection des ressources agricoles et naturelles, est de partager avec les peuples de ce monde nos forces et nos réussites. Nous n'en apprendrons que davantage.

Le Canada a depuis longtemps développé un savoir-faire d'avant-garde dans les domaines agricole, halieutique et forestier et nous croyons que le partage de ces connaissances est primordial.

C'est pour cela que nous nous réjouissons de la tenue à Québec, en plus de la Rencontre ministérielle de la FAO, du Symposium de

la FAO qui réunit plus de 1 000 représentants de gouvernements, du secteur privé, des ONG [organisations non gouvernementales], et du milieu universitaire.

Parmi eux, des représentants d'institutions canadiennes et québécoises bien connues telles que Développement international Desjardins, l'Université McGill, l'Université Laval et l'Université de Montréal. Mais aussi la Fédération des producteurs de bois du Québec et bien d'autres intervenants encore. L'expertise de ces intervenants dans les domaines du développement durable des ressources naturelles et agricoles est reconnue et recherchée à travers le monde.

Nous pensons que la faim est un problème global auquel il faut apporter une solution qui favorise la coopération à tous les niveaux de la société et de la communauté internationale. En effet, seul un véritable partenariat qui contribue à l'échange des connaissances nous permettra d'atteindre nos objectifs visant à l'équilibre alimentaire mondial et au développement durable.

Je conclurai en profitant de l'occasion qui m'est donnée, aujourd'hui, pour réaffirmer l'engagement du Canada envers la FAO. Cet engagement vise non seulement à renforcer la coopération internationale pour assurer la sécurité alimentaire mondiale et le développement durable mais aussi à refléter notre attachement aux principes fondamentaux des Nations Unies.

La communauté internationale, dans un commun effort, doit poursuivre son combat contre les fléaux de la faim, de la malnutrition et de la pauvreté qui sévissent depuis trop longtemps.

Merci.